



Séminaire « Soutenabilités »

« Indicateurs, critères, comptabilité des soutenabilités »

Livret :

Les indicateurs des ODD : une boussole pour les soutenabilités ?

Contribution, Global Compact France

Le **Global Compact des Nations Unies** est la plus importante initiative internationale d'engagement volontaire en matière de développement durable qui a été lancée par l'ONU en 2000. Elle regroupe 13 000 adhérents dans le monde, et 1200 en France dont une majorité de PME. Le Global Compact est décliné en dix principes qui sont autant d'axes de progrès pour les signataires. Ces dix principes s'inscrivent dans quatre thèmes : les droits de l'Homme, les normes internationales du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption. Depuis septembre 2015, le Secrétaire général des Nations Unies a confié au Global Compact la mission d'explicitier les ODD aux entreprises.

Fella Imalhayene est déléguée générale du Global Compact France depuis 2017. Elle a travaillé auparavant au Centre Georges Pompidou en tant qu'attachée de relation avec les publics, en charge de l'égalité des chances, a ensuite rejoint un réseau d'entreprises engagées en faveur de la Responsabilité Sociétale, puis un cabinet de conseil pour créer une offre d'accompagnement des entreprises sur la diversité.

L'adoption des ODD, condition de la confiance pour la construction d'un après soutenable

1/ en quoi les indicateurs des ODD permettent de penser et de prendre en compte les insoutenabilités (notamment celles révélées par la crise sanitaire) ?

Les indicateurs complétant les ODD relèvent de différentes logiques et typologie d'acteurs.

Après l'adoption des ODD en septembre 2015, ils ont été dotés, en mars 2017, d'un set de 244 indicateurs mondiaux calculés par les agences onusiennes et validés par la Commission statistique de l'ONU.

En avril 2017, au niveau européen, une liste d'une centaine d'indicateurs reprenant la liste des indicateurs mondiaux a été établie. Cette liste sert à l'organisation statistique Eurostat à dresser annuellement le bilan de l'avancée européenne (dernier rapport édité en octobre 2019).

Enfin, en France, c'est en juillet 2018 que la CNIS a proposé 98 indicateurs pour assurer le suivi national.

Concernant les entreprises en septembre 2018, le Global Compact des Nations Unies en lien avec la Global Reporting Initiative (GRI) a publié Business reporting on the SDG's, an analysis of goals and targets. Cet ouvrage a un double objectif : il s'agit de recenser tous les indicateurs existants à ce jour qui permettent aux entreprises de rendre compte de leur impact sur les ODD et il s'agit également d'explicitier toutes les actions qu'une entreprise peut mener pour contribuer à l'agenda 2030.

Ceci étant dit, ce n'est pas sur l'aspect du reporting ou de la mesure de façon plus générale, que les ODD ont la plus forte valeur ajoutée pour les entreprises. C'est avant tout le cadre de pensée stratégique qu'ils leur offrent, la capacité à penser la complexité et à identifier des risques pour leur activité économique tout en contribuant à l'intérêt général, c'est cet aspect qui est le plus important pour les entreprises.

Du point de vue du Global Compact des Nations Unies, la crise a mis en exergue la pertinence de l'Agenda 2030.

Le premier élément mis en avant est notre interconnexion totale. Sur le plan humain, chaque individu, chaque citoyen.ne du monde est interconnecté.e à tous les autres. Une poignée de main à Wuhan et notre vie francilienne est bouleversée. C'est le village planétaire. Cette interconnexion est aussi familière aux entreprises puisqu'elles-mêmes sont dépendantes de chaînes de valeur et de production qui se trouvent partout sur le globe.

Le second élément est de la même nature que l'interconnexion humaine, c'est l'interconnexion des enjeux auxquels nous faisons face. Le développement durable nous a appris que les trois piliers économique, environnemental / écologique et social sont interdépendants les uns des autres. Les objectifs de développement durable permettent une analyse plus fine. En effet les questions sanitaires (ODD 3 Bonne Santé) sont liées aux questions économiques (l'ODD 8 Travail décent et croissance économique) et climatiques (ODD 13 Climat et ODD 15 Vie terrestre), elles-mêmes liées aux questions sociales (ODD 1 Pauvreté et ODD 10 Inégalités).

Enfin, le dernier point, c'est la nécessité des partenariats et de la co-construction que met en avant l'ODD 17. En effet, la crise que nous traversons implique des réponses coordonnées mondiales et locales.

Pour les entreprises, cela signifie un plus grand ancrage local, une meilleure collaboration entre elles et l'ensemble de leurs parties prenantes, ainsi qu'une maîtrise toujours plus étroite des chaînes de valeur et de production.

2/ en quoi sont-ils un levier de transformation stratégique ? quelles en sont leurs limites ? Comment utiliser les ODD ?

Pour les entreprises, l'Agenda 2030 peut constituer un levier de transformation stratégique. Encore une fois ce ne sont pas les indicateurs qui sont importants mais bien davantage la boussole stratégique que constituent les ODD.

Plusieurs conditions sont nécessaires pour permettre cette transformation.

En premier lieu, l'Agenda 2030 doit être connu et adopté au plus haut niveau de l'entreprise, par le dirigeant, par le Comex.

Il importe ensuite d'analyser l'ensemble de l'activité de l'entreprise à l'aune des ODD. C'est-à-dire pour chaque service créé ou pour chaque produit, il faut s'interroger sur l'impact que le mode de production, la commercialisation et la fin de vie de celui-ci a sur chaque ODD, voire chaque cible. Il faut regarder l'entreprise de manière transparente et ne pas faire l'impasse sur les impacts négatifs.

À travers cette analyse, l'entreprise identifie les ODD ou les cibles sur lesquels son impact positif ou négatif est le plus important. Certains ODD peuvent constituer des opportunités économiques pour celle-ci et l'amener à innover pour soutenir la contribution à un ODD.

Cette transformation stratégique ne pourra être effective que si elle est accompagnée d'un plan d'action, dotée d'indicateurs et de montée en compétences de l'ensemble des collaborateurs. Elle est possible aussi bien pour les grandes entreprises que pour celle de taille plus modeste. Elle peut commencer par l'inscription des ODD dans la raison d'être de l'entreprise. Mais ce n'est que le début !

Les limites

En 2019, le Global Compact France a mené une enquête auprès de ses entreprises adhérentes pour identifier les freins qu'elles rencontrent et les besoins qu'elles expriment dans l'adoption de cet Agenda. 50% d'entre elles ont exprimé le besoin que **l'ensemble de leurs parties prenantes, parmi lesquels les pouvoirs publics, maîtrisent cet Agenda**, pour qu'il puisse être un instrument de dialogue.

58% d'entre elles ont appelé de leur vœux la création d'outils de mise en œuvre adaptés à leur taille et à leur secteur d'activité. C'est donc un besoin d'accompagnement des acteurs engagés sur les ODD mais aussi des fédérations professionnelles qui est ainsi plébiscité.

Enfin, elles sont près de **70% à demander la mise en place d'outils de mesure d'impact harmonisés**. L'enjeu est important pour elles. Il y a effectivement le risque qu'elles soient taxées d'ODD *washing* si elles n'apportent pas une preuve robuste de leur contribution aux ODD. C'est aussi pour elles un enjeu de financement : de plus en plus d'investisseurs responsables ou classiques, leur demandent des indicateurs pour calculer la valeur de leur contribution aux ODD. Chacun utilisant des méthodologies différentes, les entreprises souhaitent un cadre commun *a minima* à l'échelle d'un secteur.

3/ comment les ODD peuvent-ils être mobilisés pour construire un "après" soutenable ? (lien avec la crise sanitaire)

Ils peuvent servir de boussole pour les décisions stratégiques, et amener une conscience de l'impact de chaque activité menée au sein de l'entreprise. Mais ce qui est vrai au sein d'une unité économique l'est d'autant plus pour la conduite des politiques publiques et de leur évaluation.

Il faut également que l'Agenda 2030 devienne le langage commun partagé par tous types d'acteurs et améliorer le dialogue entre l'État, les citoyens, les ONG, les médias, les entreprises et tous les acteurs sociétaux.

L'appropriation de ce langage commun est nécessaire tant la défiance entre tous ces acteurs est devenue grande et peut être un frein terrible à la construction d'un après soutenable.